MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

Budapest, octobre 2026

Ambassade de France de Hongrie
Service économique de Budapest

Affaire suivie par Natasa Schuchtár
Visa : Anne Bernard

HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie – Octobre 2026

Secteur public

Le budget 2027 prévoit 1,39 Md EUR supplémentaires pour la santé

Le projet de budget hongrois pour 2027 prévoit une augmentation de 509,7 Mds HUF (1,39 Md EUR[1]) des dépenses de santé par rapport à 2026. Cette enveloppe supplémentaire résulte de l'augmentation des crédits prévus pour le ministère de la Santé et le Fonds d'assurance maladie.

Parmi les changements prévus, la principale hausse concerne les augmentations salariales des professionnels de santé, auxquelles seront consacrés 191,7 Mds HUF (523 M EUR).

Le financement des médicaments hospitaliers coûteux augmentera quant à lui de 95,3 Mds HUF (260 M EUR). Par ailleurs, 51,3 Mds HUF (140 M EUR) supplémentaires seront consacrés au financement des hôpitaux, tandis que l'enveloppe destinée au remboursement des médicaments délivrés en pharmacie sera augmentée de 38 Mds HUF (104 M EUR).

Le secteur des services d'urgence bénéficiera également de moyens supplémentaires : 16 Mds HUF (44 M EUR) seront consacrés à l'acquisition de nouvelles ambulances et 5,4 Mds HUF (15 M EUR) à la rénovation des stations de secours.

Le gouvernement prévoit par ailleurs d'allouer plus de 20 Mds HUF (plus de 54 M EUR) supplémentaires à la réduction des listes d'attente hospitalières. Le renouvellement des équipements de diagnostic, notamment les scanners et les appareils d'IRM, bénéficiera de 19,8 Mds HUF (54 M EUR).

Enfin, 10 Mds HUF (27 M EUR) supplémentaires seront consacrés à l'amélioration de la restauration hospitalière.

Une nouvelle grille salariale pour les professionnels de santé et les personnels de soutien à partir de 2027

Le ministre hongrois de la Santé, Zsolt Hegedűs, a présenté le 25 octobre un projet de réforme salariale concernant environ 123 000 personnes travaillant dans le secteur de la santé. Prévue à partir de 2027, la réforme prévoit une augmentation moyenne des salaires de 15 %, qui pourrait atteindre 17 % en net avec la baisse de l'impôt sur le revenu. La nouvelle grille comprendrait six catégories de qualification et quinze échelons fondés sur l'expérience professionnelle. La progression interviendrait généralement tous les trois ans, avec une prise en compte de l'ancienneté déjà acquise et des qualifications supplémentaires. Les montants individuels et les modalités définitives restent à préciser.

La réforme concerne les infirmiers, les assistants médicaux, les kinésithérapeutes, les ambulanciers et d'autres professionnels de santé, mais également certains personnels administratifs, informatiques, logistiques et de restauration des établissements concernés.

La Chambre hongroise des professionnels de santé (MESZK) juge les moyens annoncés inférieurs aux engagements annoncés. Elle regrette que la hausse soit reportée à 2027, alors qu'elle espérait une mise en œuvre dès 2026, et déplore ne pas avoir été associée à l'élaboration du dispositif. Elle demande que les modalités et le calendrier soient clarifiés et que les représentants de la profession soient consultés.

[1] Au taux 1 EUR = 367 EUR

Cette réforme intervient dans un contexte de pénurie de personnel. En 2023, la Hongrie comptait 5,5 infirmiers pour 1 000 habitants, contre 8,5 en moyenne dans l'Union européenne, et 3,6 médecins pour 1 000 habitants, contre 4,3 dans l'UE.
À l'échelle européenne, le 17 septembre 2026, le Parlement européen a adopté une résolution appelant à renforcer les effectifs de santé dans l'Union, dont le déficit est estimé à environ 1,2 million de professionnels. Il demande notamment une augmentation d'au moins un million de professionnels au cours de la période budgétaire 2028-2034, ainsi qu'une amélioration des rémunérations, des conditions de travail et de la formation.

Pénurie de médecins généralistes et pédiatres : plus de 1 000 cabinets vacants en Hongrie

En septembre 2026, 1 025 cabinets de médecine générale étaient dépourvus de médecin en Hongrie, parmi lesquels 245 cabinets pédiatriques sans praticien depuis au moins six mois, dont 34 depuis au moins dix ans. Le nombre de pédiatres a diminué de près de 24 % ces dernières années et plus de 150 cabinets pédiatriques ont disparu.
Le vieillissement des médecins accentue le problème : la moitié des médecins généralistes ont plus de 60 ans, tandis que les moins de 40 ans ne représentent que 7 % des effectifs. Selon les données présentées lors de la conférence de l'Association hongroise des pédiatres de ville (HGYE), les deux tiers des pédiatres sont également âgés.
Face à cette pénurie, le gouvernement prépare une réforme du financement des cabinets, qui prévoit notamment une meilleure rémunération des activités supplémentaires, une augmentation des tarifs de garde et un soutien renforcé aux cabinets situés dans les régions défavorisées. Il souhaite également mettre en place un parcours professionnel plus prévisible afin d'attirer et de fidéliser les jeunes médecins.
Par ailleurs, une modification des critères minimaux d'effectifs est envisagée pour préserver les cabinets pédiatriques menacés de fermeture ou de regroupement. La réglementation actuelle prévoit un minimum de 600 enfants par cabinet d'ici fin 2027. Le gouvernement propose de prendre également en compte le nombre d'enfants effectivement inscrits dans chaque cabinet, et non uniquement la population résidant dans le secteur.
Enfin, la suppression des certificats médicaux obligatoires pour les absences scolaires et préscolaires est à l'étude afin de réduire la charge administrative des médecins. Des discussions interministérielles sont en cours sur cette question.
Ces mesures visent à préserver l'accès des enfants à une prise en charge médicale de proximité, alors que les difficultés de recrutement persistent dans de nombreuses régions.

La Hongrie renforce la transparence et la sécurité des soins

Le 26 octobre 2026, la Hongrie a lancé un dispositif national standardisé de mesure de la satisfaction des patients afin de recueillir régulièrement leurs retours et de comparer les expériences dans les établissements de santé. Les résultats doivent contribuer à améliorer la qualité des soins et à identifier les services et les professionnels particulièrement appréciés. Ce dispositif est distinct des procédures officielles de plainte, qui restent inchangées.
Le ministre de la Santé, Zsolt Hegedűs, a également annoncé la préparation d'un système national de signalement des risques pour la sécurité des patients. Ce dispositif doit permettre aux professionnels de santé de signaler les dysfonctionnements et les risques constatés, tout en renforçant la protection des personnes qui les signalent. Les modalités pratiques du système, notamment les garanties de confidentialité et de protection contre les représailles, restent à préciser.
Enfin, le ministère prépare un état des lieux national du système de santé, qui doit présenter les principales insuffisances ainsi que les disparités entre établissements et territoires.
Le gouvernement entend ainsi renforcer la transparence, encourager le signalement des problèmes et améliorer la sécurité des patients. Le ministre prévient que le nombre de dysfonctionnements signalés pourrait initialement augmenter, sans que cela signifie nécessairement une dégradation des soins.

La hausse des recours contre les vaccinations obligatoires met les pédiatres sous pression

En Hongrie, les procédures visant à obtenir une dispense des vaccinations obligatoires des enfants ont fortement augmenté. Selon les données rapportées en octobre 2026, 252 procès ont été engagés en 2025, contre seulement trois en 2021. Au premier semestre 2026, 1 122 procédures de dispense ont été ouvertes, dont 343 ont donné lieu à des procès administratifs.

Une modification législative entrée en vigueur en mars 2026 devait encadrer ces démarches, mais elle n'a pas empêché la multiplication des litiges. Les pédiatres sont confrontés à des mises en demeure et à des menaces de poursuites, qui alourdissent leur charge de travail et fragilisent leurs relations avec les familles. Cette évolution s'inscrit dans un contexte européen de recul de certaines couvertures vaccinales. Selon une prise de position de l'Académie européenne de pédiatrie, publiée en septembre 2026 dans *The Lancet Regional Health – Europe*, la couverture vaccinale des enfants en Europe et en Asie centrale n'avait pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie en 2024. L'Organisation mondiale de la santé a recensé plus de 127 000 cas de rougeole dans sa région européenne cette année-là. Les pédiatres appellent à renforcer l'information scientifique destinée aux parents et à lutter contre la désinformation, afin de préserver la confiance dans la vaccination et de prévenir la réapparition de maladies évitables.

Un nouveau programme pour réduire les listes d'attente chirurgicales

Le gouvernement hongrois prévoit de lancer en novembre 2026 un programme de réduction des listes d'attente pour les prothèses de hanche et de genou, doté d'environ 20 Mds HUF (54,5 M EUR). Les hôpitaux participants recevraient des financements supplémentaires pour augmenter le nombre d'interventions, notamment grâce à une meilleure utilisation des blocs opératoires. Le calendrier définitif et la liste des établissements concernés restent à confirmer.
Selon les données de l'assurance maladie hongroise (NEAK), le délai moyen pour une prothèse de genou atteignait 295 jours en août 2026, contre 126 jours en 2019. Pour une prothèse de hanche, il était d'environ 145 jours, contre 88 jours en 2019. Le gouvernement entend également actualiser les listes afin d'identifier les patients qui n'ont plus besoin de l'intervention prévue et vise une réduction significative des délais d'ici fin 2027. Le manque de personnel, les capacités hospitalières limitées et l'augmentation des coûts restent toutefois des obstacles à la mise en œuvre du programme.

Secteur pharmaceutique

Réforme du financement dérogatoire des médicaments coûteux

Le ministère hongrois de la Santé a soumis aux organisations professionnelles et aux chambres concernées, dans le cadre d'une consultation préalable, un projet de réforme du financement dérogatoire des médicaments. Celui-ci vise à améliorer l'accès aux traitements coûteux, à rendre les décisions de financement plus transparentes et prévisibles et à renforcer l'information des patients.
Selon les règles actuelles, une autorisation individuelle permet de financer un médicament à hauteur de 8 M HUF (environ 21 800 EUR), une somme qui ne couvre parfois qu'un mois de traitement. La plupart des thérapies géniques ne peuvent actuellement pas bénéficier de ce mécanisme.
Le projet prévoit de fixer un plafond annuel de financement par patient équivalant à dix fois le PIB par habitant. Pour l'ensemble d'un traitement, le plafond serait fixé à cinquante fois ce montant, notamment pour permettre le financement de thérapies géniques particulièrement coûteuses. Sur la base des données de 2025, ces limites représenteraient respectivement environ 92 M HUF (251 000 EUR) par an et 459 M HUF (1,25 M EUR) pour l'ensemble du traitement. Elles seraient calculées en fonction du PIB par habitant et évolueraient donc avec celui-ci. Les plafonds s'appliqueraient aux montants effectivement pris en charge par l'assurance maladie, et non aux prix catalogue des médicaments.
La réforme vise également à inciter les laboratoires à demander l'inscription de leurs médicaments au remboursement de droit commun et à proposer des prix plus avantageux pour le marché hongrois. Les médecins prescripteurs devraient justifier le bénéfice thérapeutique attendu en s'appuyant sur la littérature scientifique et informer les patients des bénéfices et des risques des traitements envisagés. Dans certaines situations, notamment lorsque les laboratoires ne sollicitent pas le remboursement de droit commun et ne proposent pas de prix suffisamment compétitifs, l'établissement de soins pourrait être tenu de contribuer à hauteur de 10 % aux coûts, sous réserve de l'accord de sa direction. Le ministère précise que les dépenses justifiées seraient ensuite remboursées par le financeur public.
Les nouvelles dispositions concerneraient uniquement les demandes de financement déposées après leur entrée en vigueur. Le ministère assure que les patients ayant déjà commencé un traitement dans le cadre du financement dérogatoire pourront poursuivre celui-ci.
Cette réforme intervient dans le prolongement du transfert, effectif depuis le 19 juillet 2026, des missions de la Fondation Batthyány-Strattmann László pour la guérison (BSLA) à l'Office national de gestion du Fonds d'assurance maladie (NEAK), désormais chargé de l'ensemble des décisions de financement dérogatoire.

Le projet est actuellement soumis à une consultation professionnelle préalable. Une consultation publique générale doit suivre cette première étape. Les dispositions restent donc susceptibles d'évoluer avant leur adoption définitive.

Industrie pharmaceutique hongroise : production nationale, sécurité d'approvisionnement et recherche clinique

La Hongrie cherche à consolider son industrie pharmaceutique, à renforcer la sécurité de son approvisionnement en médicaments et à développer la recherche clinique. Lors de sa conférence du 2 octobre 2026, l'Association nationale des fabricants pharmaceutiques hongrois (MAGYOSZ) a plaidé pour un environnement réglementaire et économique plus prévisible, ainsi que pour le maintien de capacités de production de réserve, de stocks de sécurité et de fournisseurs alternatifs. Elle souhaite que la part des médicaments produits en Hongrie par les fabricants nationaux dans la consommation intérieure augmente, en volume comme en valeur, d'ici 2030. La dépendance européenne aux fournisseurs asiatiques de principes actifs constitue également un enjeu majeur pour la sécurité d'approvisionnement.

La recherche clinique constitue un autre axe stratégique. Selon l'Association des fabricants pharmaceutiques innovants (AIPM), 200 à 250 nouveaux essais cliniques sont lancés chaque année en Hongrie. Entre 2015 et 2024, près de 90 000 patients hongrois ont participé à ces études, qui peuvent leur donner accès à des traitements expérimentaux avant leur commercialisation. Selon l'estimation de l'AIPM, les essais cliniques contribueraient à hauteur de près de 100 Mds HUF (273 M EUR) par an à l'économie hongroise. L'association appelle à simplifier les procédures administratives et à améliorer l'environnement de la recherche afin de renforcer l'attractivité du pays.

Le gouvernement prévoit par ailleurs de porter les financements publics consacrés à la recherche fondamentale et à la recherche en innovation de 100 à 225 Mds HUF d'ici 3 ans (de 273 à 613 M EUR). Cette augmentation s'inscrit dans la nouvelle stratégie nationale pour la science et l'innovation, articulée autour de trois secteurs prioritaires : la santé, l'environnement et la technologie. Celle-ci vise également à renforcer les liens entre les universités et les entreprises et à porter les dépenses de recherche et développement (R&D), actuellement équivalentes à 1,33 % du PIB, à 2 % d'ici 2030, puis à 3 % d'ici 2035.

À l'échelle de l'Union européenne, le Conseil a adopté le 28 septembre 2026 sa position en première lecture sur le nouveau paquet législatif pharmaceutique. Celui-ci vise notamment à améliorer l'accès aux médicaments, à prévenir les pénuries et à renforcer la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne. Son entrée en vigueur reste conditionnée à l'adoption formelle des textes par le Parlement européen et à leur publication au Journal officiel de l'UE.

Des pénuries persistantes de médicaments en Hongrie

La Hongrie fait face à des difficultés prolongées d'approvisionnement concernant plusieurs médicaments. La pénurie de préparations à base d'enzymes pancréatiques touche notamment le Kreon et le Pangrol, utilisés dans le traitement de l'insuffisance pancréatique. Le fabricant du Pangrol a signalé officiellement des difficultés dès février 2026, liées à des problèmes de production de la substance active. Pour le Kreon, les difficultés sont liées à des capacités de production insuffisantes et à une demande élevée. Selon l'Agence européenne des médicaments (EMA), la situation pourrait ne se normaliser qu'au premier semestre 2027. Les deux médicaments étant difficiles à obtenir, les possibilités de remplacement sont également limitées, ce qui complique la continuité des traitements.

Le Lenzetto, un spray transdermique à base d'estradiol commercialisé par le groupe hongrois Gedeon Richter, connaît lui aussi des difficultés d'approvisionnement. Selon la base de données de l'autorité hongroise du médicament (NNGYK), la pénurie a commencé le 12 août 2026 et sa fin prévisionnelle est fixée au 31 mars 2027. Le fabricant attribue ces difficultés à une hausse de la demande européenne, supérieure aux prévisions, ainsi qu'à des capacités de production insuffisantes, notamment pour les applicateurs. Richter prévoit une reprise progressive des approvisionnements, mais estime ne pas pouvoir répondre pleinement à la demande avant le second semestre 2027.

Ces deux situations illustrent la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et les difficultés à garantir un accès continu aux traitements, même lorsque des solutions de remplacement existent.

Industrie pharmaceutique

Sanofi transfère la gestion de son site de production de Miskolc au groupe allemand Cheplapharm

Le groupe pharmaceutique français Sanofi a annoncé, le 14 septembre 2026, la mise en place d'un partenariat stratégique avec le groupe allemand Cheplapharm, spécialisé dans la gestion et la commercialisation de médicaments matures. Cet accord porte sur le transfert d'un portefeuille de 20 médicaments ainsi que sur la reprise de trois sites industriels situés en France, en Hongrie et à Singapour. En Hongrie, l'opération concerne le site de Csanyikvölgy, à Miskolc, qui emploie environ 400 personnes et assure notamment la production du Clexane (énoxaparine), un anticoagulant. Le partenariat couvre l'ensemble de la chaîne de valeur des produits concernés, de leur fabrication à leur commercialisation. En contrepartie de ce transfert, Sanofi acquerra une participation de 26,4 % au capital de Cheplapharm, sans toutefois prendre part à la gestion opérationnelle de la société. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de Sanofi visant à recentrer ses activités sur les médicaments innovants, tout en confiant la gestion de son portefeuille de médicaments matures à un partenaire spécialisé.
Selon les informations communiquées par Sanofi à la presse hongroise, les salariés permanents du site seront transférés vers le nouvel employeur avec maintien de leur ancienneté et bénéficieront d'une garantie de maintien de l'emploi pendant trois ans. Les rémunérations et les avantages prévus par la convention collective seront également préservés pendant cette période. Le groupe a par ailleurs assuré qu'aucune fermeture du site ni interruption des activités de production n'était prévue dans le cadre de cette opération. La situation des travailleurs intérimaires reste toutefois distincte, leurs effectifs devant continuer à être adaptés aux besoins de production. La finalisation de la transaction est prévue au troisième trimestre 2027, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires et de l'achèvement des procédures d'information et de consultation des salariés.

Egis inaugure un nouveau centre logistique pharmaceutique à Fót

Le groupe pharmaceutique hongrois Egis a inauguré, le 12 octobre 2026, un nouveau centre de distribution dans le parc industriel HelloParks à Fót, près de Budapest. Le site couvre une superficie totale de près de 20 000 m², dont environ 1 000 m² de bureaux. D'une capacité de stockage de 30 000 palettes, il est destiné au stockage des médicaments finis et à leur distribution sur le marché hongrois ainsi qu'à l'export, vers les marchés desservis par Egis dans plus de 100 pays.
Le centre a été conçu pour répondre aux exigences spécifiques du secteur pharmaceutique, avec des zones de stockage à température contrôlée, notamment entre 2 et 8 °C et entre 15 et 25 °C. Près de 60 salariés d'Egis participent à son fonctionnement quotidien. Cet investissement vise à accompagner la hausse des volumes de production de l'entreprise et à rendre ses opérations de stockage plus efficaces, tout en renforçant la fiabilité de l'approvisionnement de ses marchés nationaux et internationaux.

Sources : Economx, 24.hu, Nouvelle Gazette, HAC, MTI, Index, Telex, Portfolio, Népszava, HVG, Házipatika

Taux officiel MNB disponible au 26 octobre : 1 EUR = 366,95 HUF

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.